

Publication censurée

Le journal biélorusse « Tchervonaïa Smena » s'est vu interdire la publication dans ses pages d'un article paru dans « les Nouvelles de Moscou » intitulé « le Grand Mensonge de Tchernobyl ».

IL Y AVAIT foule, le 18 octobre dernier à Minsk, devant la Maison de la presse. L'affichage du journal pour les jeunes « Tchervonaïa Smena » attirait l'attention. A la place du dernier numéro ordinairement affiché sous verre se trouvaient des épreuves avec des traces de corrections. A côté, une inscription à la main précisait que l'article en question avait été supprimé du numéro du jour pour raison de censure. Il s'agissait d'un article repris du n° 42 des « Nouvelles de Moscou » intitulé « le Grand Mensonge de Tchernobyl » (cf. n° 42 de l'édition française, du 13 octobre).

« En général, nous n'abusons pas de la republication, explique le rédacteur en chef adjoint de "Tchervonaïa Smena", Anatoli Vekov. Mais cette fois, nous avons fait une exception, car beaucoup de lecteurs souhai- taient connaître les faits que la presse biélorusse passe sous silence. » L'article fut donc traduit en biélorusse et mis en page. Le soir, le secrétaire du comité central du Komsomol de Biélorussie, Konstantin Ostrinski, arriva à la rédaction pour dire qu'il valait mieux que cet article ne passe pas. Vekov proposa de convoquer les membres de la rédaction et de voter, mais Ostrinski refusa cette proposition. L'article fut donc retiré. A la question de Vekov de savoir de qui venait l'ordre, Ostrinski répondit évasivement qu'il venait « d'en haut » et que la censure médiatique proprement dite n'y était pour rien.

Au-dessus d'Ostrinski dans la hiérarchie du comité central, il y a les premier et deuxième secrétaires. Le premier, ce jour-là, étant à Moscou, Vekov téléphona au second, Alexei Krivdenko. « Je ne comprends pas la raison de votre coup de téléphone, dit celui-ci, perplexe. A la dernière session du comité central, nous avons adopté un programme qui s'attaque aux séquelles de la catastrophe. Nous créons une section spéciale pour s'en occuper. »

Ainsi, la décision de retirer l'article des « Nouvelles de Moscou » n'émanait pas des instances du Komsomol. Mais le diktat à l'égard de la presse n'est pas un phénomène nouveau en Biélorussie. Et ce n'est pas la première fois que les journalistes de cet organe pour la jeunesse défendent le droit des lecteurs à une information véritable.

Il y a un an, lorsque, par les canaux de l'agence de presse de Biélorussie, un flot d'articles agressant les militants du « Martyrologe de Biélorussie », association antistalinienne qui venait d'être créée, commença à déferler avec la note « publication obligatoire », le collectif de « Tchervonaïa Smena » s'insurgea contre leur publication. Le 30 octobre 1988, le reportage photographique consacré au meeting à Kouropaty dut « sauter ». C'est aussi à ce moment-là que Vekov osa publier un article sur les travaux de prospection pour la construction d'une centrale nucléaire en Biélorus-

sie, article retiré une semaine auparavant sur ordre de V. Grigoriev, le premier secrétaire du comité régional du Parti. La lutte de l'opinion publique contre l'installation de la centrale nucléaire dans la république fut couronnée de succès, mais Vekov fut payé en retour pour ses services : les instances supérieures, comme toujours anonymes, s'abstinrent de le nommer au poste, vacant, de rédacteur en chef du journal.

L'interdiction de publier l'article des « Nouvelles de Moscou » ne s'explique-t-elle pas par les propos tenus par Ales Adamovitch déclarant que les gens responsables du mensonge de Tchernobyl ne pouvaient modifier la situation, mais pouvaient seulement continuer à mentir pour s'en tirer ? Quoi qu'il en soit, les épreuves, devant le journal, ne sont même pas restées affichées une heure. Elles ont été arrachées par une personne qui est venue trouver Vekov. « C'est la première fois que je voyais cet homme, dit Vekov. Il se rua dans mon bureau, menaçant de retrouver, d'après l'écriture, l'auteur de l'avis qui indiquait que cet article avait été censuré. »

Il se trouve que cette censure est tombée le jour même où se tenait la nouvelle session du comité central du Parti de Biélorussie. « Nous intervenons résolument contre l'aspiration à défigurer la vérité au bénéfice d'un petit cercle de personnes », y a déclaré le premier secrétaire du comité central, Efrem Sokolov.

Et il y était beaucoup question, ce jour-là, du fait qu'il ne doit pas y avoir de secret pour le peuple.

Sergueï Naoumtchik
Correspondant de la revue
« Vojyk » (Minsk)